

SAMIR AMIN (pour la revue COMMUNE)

Jaurès et la centralité de la Révolution française dans la formation de la pensée socialiste

Le triomphe du capitalisme à partir de la révolution industrielle et sa mondialisation par l'expansion impérialiste a simultanément créé les conditions de l'émergence d'un projet de civilisation universelle supérieure, celui du socialisme/communisme. De nombreuses rivières ont convergé dans cette invention ; et Lénine après Engels en avait donné une classification bien connue : l'économie classique anglaise, le socialisme utopique français, la philosophie hégélienne allemande. Une présentation qui simplifie la réalité et sous-estime la contribution française, réduite à celle des socialismes utopiques pré marxistes.

Or la Révolution française occupe, dans ma lecture de la construction moderne, une position centrale. Car elle définit un système de valeurs (liberté, égalité, fraternité – on dirait aujourd'hui solidarité) qui fonde la modernité dans sa contradiction fondamentale ; car ces valeurs sont en définitive bien plus celles de la civilisation socialiste supérieure à inventer que celles dont le capitalisme pourrait honorer une pleine et authentique mise en œuvre. Dans ce sens la Révolution française est plus qu'une « révolution bourgeoise » (comme le fut par exemple celle de 1688 en Angleterre) ; elle annonce – avec la Convention montagnarde – la nécessité d'aller au-delà. Les valeurs du capitalisme – celles qui sont utiles pour son déploiement – sont celles qui ont inspiré la non-révolution américaine : liberté et propriété. Ensemble elles définissent la liberté d'entreprise, qu'il s'agisse de la petite entreprise agricole familiale comme c'était le cas dans les colonies de la Nouvelle Angleterre ou de la ferme esclavagiste dans celles du Sud, ou qu'il s'agisse plus tard de la grande entreprise industrielle puis des monopoles financiarisés. Ensemble ces deux valeurs associées excluent toute aspiration à l'égalité allant au-delà celle que confère le droit égal pour tous : « l'égalité des chances » dira-t-on dans le discours idéologique qui fait l'impasse sur les inégalités de départ qui séparent les classes de propriétaires du prolétariat vendeur de sa force de travail. Liberté et propriété donnent ensemble à l'inégalité une légitimité apparente : l'inégalité serait le produit du talent et du travail de l'individu. Elles ignorent les vertus de la solidarité pour ne reconnaître que celles de son antipode : la compétition entre les individus et les entreprises.

Liberté et égalité sont des valeurs conflictuelles par nature, et ne pourraient devenir complémentaires que si l'on supprime la propriété bourgeoise, entendue comme celle d'une minorité. La Révolution française, même dans son moment de radicalisation montagnarde, ne va pas jusque-là : elle demeure protectrice de la propriété sacralisée, qu'elle conçoit comme généralisable dans sa forme de petite propriété agricole et artisanale familiale. Elle ne dispose pas des moyens qui lui permettraient de saisir le mouvement du capitalisme qui accusera la concentration progressive et inévitable de la propriété moderne – celle du capital.

L'idée du socialisme/communisme, entendue comme étape de la civilisation supérieure à celle du capitalisme se constitue précisément dans la prise de conscience graduelle de ce qu'implique la mise en œuvre sincère de la devise « liberté, égalité, solidarité » : la substitution de la propriété collective des travailleurs à celle de la minorité des bourgeois. Or cette prise de conscience opère ses premières avancées en France plus encore qu'ailleurs dans l'Europe du XIXe siècle ou aux Etats Unis. Le vecteur de cette progression est fourni par les héritiers du Jacobinisme, acteurs majeurs en 1848 puis dans la Commune de 1871, dont Blanqui et Proudhon produisent la théorie dont s'est inspiré le syndicalisme révolutionnaire français. La coopérative de production et l'autogestion fournissent le cadre institutionnel et juridique de

ces premières formulations de socialisation de la propriété. Jaurès s'inscrit dans cette lignée française de construction du projet socialiste d'avenir.

Or Marx, puis les marxismes historiques de la 2^e et de la 3^e Internationales, ont été critiques de la théorie et de la pratique de ce « socialisme français ». Critique du blanquisme qui substitue la stratégie du complot et du coup d'Etat à celle de la lutte de longue haleine du prolétariat s'organisant par lui-même ; critique non moins violente de la philosophie de Proudhon et de l'organisation « élitiste » du syndicalisme révolutionnaire. Ce jugement négatif à l'endroit du socialisme français sera encore renforcé par la critique du syndicalisme « réformiste par nature » que Lénine avance. On en vient ainsi progressivement à donner la priorité absolue à la construction du parti de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et à la réduction des syndicats aux fonctions de « courroie de transmission » soumise à la stratégie de lutte définie par le Parti. On comprend alors que dans l'identification des « sources du marxisme » la contribution française ait été réduite à celle des socialismes utopiques pré marxistes.

Mais quoiqu'on puisse penser de la critique que Marx adresse au socialisme français en question, la contribution de ce même Marx à la formulation du projet socialiste/communiste constitue la coupure décisive dans l'élaboration du projet. La pensée de Marx se construit en effet à partir d'une analyse critique scientifique rigoureuse du capitalisme considéré dans toutes les facettes de sa réalité historique, ce qui n'était pas le cas des formulations socialistes antérieures et même postérieures, ignorantes de Marx. La formulation de la loi de la valeur propre au capitalisme, l'identification des tendances longues de l'accumulation du capital, celle de ses contradictions, l'analyse des rapports entre les luttes de classes et les conflits internationaux d'une part et les transformations des modalités de la gestion de l'accumulation et de la politique d'autre part, celle des expressions aliénées des consciences sociales définissent ensemble la pensée de Marx qui inaugure le déploiement des marxismes historiques, en particulier ceux de la Seconde et de la Troisième Internationales, du soviétisme et du maoïsme.

La question centrale posée par les avancées révolutionnaires et/ou réformistes authentiques qui se revendiqueront du socialisme, du communisme, du marxisme, du marxisme-léninisme, du maoïsme a été, et demeure, celle de la socialisation de la gestion d'une économie « moderne » dont les bases ont été construites par le déploiement du capitalisme historique tant dans ses centres dominants que dans ses périphéries dominées. Dans les centres la dérive du socialisme réformiste puis son abandon ultérieur de la référence à Marx ont conduit logiquement à renoncer à poser la question de « l'après capitalisme ». Par contre dans les périphéries qui ont constitué le théâtre de révolutions conduites dans la perspective de la construction du socialisme la question de la socialisation de la gestion de la vie économique est demeurée au cœur des débats et des conflits qui se sont déployés au sein des avant-gardes révolutionnaires et des pouvoirs d'Etat. Les conditions objectives spécifiques de la révolution dans les périphéries du capitalisme mondialisé ont bien entendu pesé lourd dans la balance : il fallait à la fois « rattraper » (développer les forces productives et, pour le faire, « copier » et reproduire des formes capitalistes d'organisation de la production) et « faire autre chose » (construire le socialisme). La réponse à cette question a été donnée par la construction de « socialismes d'Etat », ou de « capitalismes d'Etat », la frontière entre ces deux formes étant elle-même floue et mouvante.

Jaurès et le socialisme français n'ont jamais été confrontés dans la pratique aux problèmes que pose la perspective de la socialisation de la gestion d'une économie moderne. Il reste que dans les développements théoriques que Jaurès a été conduit à formuler dans les programmes des partis qu'il a inspiré, les avancées dans la socialisation de la gestion de l'économie et les avancées dans la

démocratisation de la gestion politique de la société ont toujours été pensées comme indissociables. L'affirmation de ce principe central dans la formulation du projet du socialisme/communisme d'avenir – à porter au crédit de Jaurès – mérite d'être rappelée, d'autant que précisément les socialismes/capitalismes d'Etat des expériences soviétiques, chinoises et autres ont largement dissocié dans leur pratique ces deux dimensions du même défi.

Mais la pensée de Jaurès a trouvé ses limites par son ignorance de la nature polarisante de l'expansion mondialisée du capitalisme. Des considérations relatives à la question « coloniale » ont parfois émergé ici ou là. Mais guère plus. Assassiné en 1914 Jaurès aurait-il rallié la 3^e Internationale ou non ? Il n'est évidemment pas possible de répondre à cette question.

La question centrale que tous les combattants pour un socialisme authentique se sont toujours posé (comment concevoir la socialisation de la gestion d'une économie moderne ?) doit être reprise aujourd'hui à la lumière d'un examen critique des socialismes historiques du 20^{ième} siècle, qui par ailleurs prenne la mesure de l'évolution du capitalisme.

Dans le capitalisme contemporain les monopoles constituent désormais non plus des îles dans un océan de firmes qui sont encore relativement autonomes, mais un système intégré. De ce fait, ces monopoles contrôlent désormais étroitement l'ensemble de tous les systèmes productifs. Toutes les entreprises qui ne relèvent pas elles-mêmes de la propriété formelle des ensembles oligopolistiques concernés sont enfermées dans des réseaux de moyens de contrôle mis en place en amont et en aval par les monopoles. Ces unités de production sont devenues des sous-traitants des monopoles.

L'efficacité d'une réponse alternative efficace exige alors l'abolition de la propriété privée des monopoles, qui passe par leur nationalisation, première mesure juridique incontournable. L'audace consiste ici à proposer des plans de socialisation de la gestion des monopoles nationalisés et à promouvoir des luttes sociales démocratiques qui engagent sur cette longue route.

J'ai donné ailleurs un exemple concret de ce que pourraient être ces plans de socialisation. Les agriculteurs « capitalistes » ou « paysans » sont tous prisonniers en amont des monopoles qui leur fournissent les intrants et le crédit, en aval de ceux dont ils dépendent pour la transformation, le transport et la commercialisation de leurs produits. De ce fait ils ne disposent d'aucune autonomie réelle dans la prise de leurs « décisions ». De surcroît les gains de productivité qu'ils réalisent sont pompés par les monopoles. L'alternative exige de substituer aux monopoles concernés des institutions publiques dont une loi cadre fixerait le mode de constitution des directoires. Ceux-ci seraient constitués par des représentants : (i) des paysans (les intéressés principaux) ; (ii) des unités d'amont (usines de fabrication des intrants, banques) et d'aval (industries agro-alimentaires, chaînes de distribution) ; (iii) des consommateurs ; (iv) des pouvoirs locaux (intéressés par l'environnement naturel et social – écoles, hôpitaux, urbanisme et logements, transports) ; (v) de l'Etat (les citoyens). Les représentants des composantes énumérés ici seraient eux-mêmes choisis selon des procédures cohérentes avec leur mode propre de gestion socialisée, puisque par exemple les unités de production d'intrants seraient elles mêmes gérées par des directoires composites associant les travailleurs directement employés par les unités concernées, ceux qui sont employés par des unités de sous-traitance etc. On devrait concevoir ces constructions par des formules qui associent les cadres de gestion à chacun de ces niveaux, comme les centres de recherche scientifique et technologique indépendants et appropriés. Il s'agit donc de formules institutionnelles beaucoup plus complexes que ne le sont celles de « l'autogestion » ou de la « coopérative » telles que nous les connaissons. Il s'agit de formules à inventer qui permettraient l'exercice d'une démocratie authentique

dans la gestion de l'économie, fondée sur la négociation ouverte entre les parties prenantes. Une formule qui associe donc systématiquement démocratisation de la société et progrès social, en contrepoint de la réalité capitaliste qui dissocie la démocratie – réduite à la gestion formelle de la politique – des conditions sociales – abandonnées à ce que le « marché », dominé par le capital des monopoles, produit. Alors et alors seulement on pourrait parler de transparence authentique des marchés, régulés dans ces formes institutionnalisées de la gestion socialisée. Evidemment l'exemple concret choisi ici n'est pas le seul dont il faudrait imaginer l'institutionnalisation. Les nationalisations/socialisations de la gestion des monopoles de l'industrie et des transports, celles des banques et des autres institutions financières devraient être imaginées dans le même esprit, mais en tenant compte pour la constitution de leurs directoires de la spécificité de leurs fonctions économiques et sociales. Encore une fois ces directoires devraient associer les travailleurs de l'entreprise et ceux des sous-traitants, les représentants des industries d'amont, les banques, les institutions de recherche, les consommateurs, les citoyens.

Note

Les propositions concernant le projet de socialisation de la propriété évoquées dans ce texte ont été développées par l'auteur dans, Samir Amin, *L'implosion du capitalisme contemporain*, chapitre 4 ; Delga 2013.